



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 11 Mars 2015

Charles Antoine Bambara : *Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs, Membres de la presse, Auditeurs de Radio Okapi, Bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire.*

- Activités des Composantes de la MONUSCO
- Activités de l'Equipe-Pays
- Situation militaire

Activités des Composantes de la MONUSCO

Droits de l'Homme :

Dans le cadre de son mandat tel que défini par le Conseil de sécurité des Nations Unies, le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH) en République démocratique du Congo (RDC) assure une surveillance étroite de la situation des droits de l'homme à travers le territoire congolais et procède à des analyses des tendances relatives à cette situation dans ce pays.

Des informations sur ces tendances, qui sont régulièrement partagées avec les autorités congolaises afin qu'elles prennent les actions nécessaires en vue de traduire en justice les auteurs des violations des droits de l'homme documentées par le BCNUDH, sont présentées de manière mensuelle à la conférence de presse hebdomadaire des Nations Unies.

Aujourd'hui, nous vous donnons la situation du mois de janvier 2015, au cours duquel le BCNUDH a enregistré 170 violations des droits de l'homme sur le territoire de la RDC, ce qui représente une hausse par rapport au mois de décembre 2014 (155 violations enregistrées). Plus de détails avec le Directeur du BCNUDH.

QIP :

La MONUSCO finance, à travers un Projet à impact rapide (QIP), la réhabilitation du canal d'irrigation Tengetenge à Luberizi au Sud-Kivu. La première tranche du financement de ce Projet à impact rapide (QIP) de la MONUSCO a été officiellement remise le 5 mars 2015 à Luberizi. Ce QIP vise à lutter contre la pauvreté...et à faciliter la pacification communautaire de cette partie de la Plaine de la Ruzizi.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Porte-parole : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Col Félix Prosper Basse, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Porte-parole OCHA : edoumou@un.org - tél +243 97 000 3750 (Humanitaire);

Joseph Poto Poto, Chargé de programme Communication et Information: j.poto-poto@unesco.org Tél +243 99 99 22917 (Développement)



Organisation des Nations Unies

Selon Armand Forster, Chef du Sous-bureau intérimaire de la MONUSCO-Uvira, qui a procédé à la remise officielle de la première tranche du financement du projet de construction de ce canal d'irrigation de Tengetenge, à une soixantaine de kilomètres d'Uvira, au Sud-Kivu, ce canal « va réunir toutes les Communautés locales : Bafuliiru, Banyamulenge, Barundi.... sans exception ».

Pour rappel, le projet de construction du canal d'irrigation de Tengetenge à Luberizi remonte à l'époque coloniale belge (1952). Il fournissait de l'eau potable à la population locale et permettait d'irriguer des champs. Mais à cause de différentes guerres que le pays et le territoire d'Uvira ont connues, il n'était plus que ruines. Avec cet appui de la MONUSCO, le canal va être curé sur une distance d'au moins 7 kilomètres, avec à la clé, la reconstruction d'un nouveau mur de soutènement.

Au-delà du travail que ce QIP va créer (au moins 100 villageois de toutes les communautés vont y être employés, dont des vulnérables et des démobilisés). Ce projet vise, en plus de la pacification communautaire, plusieurs objectifs. Plus de détails dans l'avis aux médias qui vous sera distribué à la fin de cette conférence de presse.

Protection de l'Enfant :

Au cours de la dernière semaine, soit du 2 au 6 mars, onze enfants précédemment associés aux groupe armé des FDLR/FOCA se sont échappés ou ont été libérés dans le territoire de Rutshuru, au Nord-Kivu, ce qui porte à un total de 93 enfants échappés/ libérés des FDLR depuis le 1^{er} janvier 2015.

La majorité d'enfants ont rapporté que les raisons de leur fuite est la peur d'être tués pendant l'opération militaire contre les FDLR, ainsi que les messages radio appelant le groupe armé à déposer les armes et à se rendre. Il convient de mentionner que deux garçons ont été libérés par leurs commandants.

Afin de répondre à la protection des enfants pendant les opérations militaires contre les FDLR, la MONUSCO a établi une Task Force de protection des enfants qui surveillera toutes les violations des droits de l'enfant et soutiendra les enfants qui s'échappent des groupes armés. En outre, des campagnes de sensibilisation à travers les radios locales seront menées avec des messages incitant les groupes armés à libérer les enfants de leurs rangs. Nous exhortons les groupes armés à libérer leurs enfants à la MONUSCO afin qu'ils puissent commencer une vie normale, aller à l'école, apprendre emplois et de laisser derrière eux pour de bon, une vie dans la brousse et commettre des crimes au nom de commandants de groupes armés. Ce sont des enfants, pas des soldats.

Genre :

Le Bureau Genre de la MONUSCO, en collaboration avec la Force de la MONUSCO, la Police MONUSCO, les Sections substantives de la Mission et les Agences du système des Nations Unies, célèbre ce jeudi 12 mars, à Goma, la Journée internationale de la Femme (JIF) 2015. Et ce, en

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Porte-parole : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Col Félix Prosper Basse, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukoki@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Porte-parole OCHA : edoumou@un.org - tél +243 97 000 3750 (Humanitaire);

Joseph Poto Poto, Chargé de programme Communication et Information: j.poto-poto@unesco.org Tél +243 99 99 22917 (Développement)



Organisation des Nations Unies

partenariat avec la société civile de la ville de Goma, sous les auspices du Représentant spécial du Secrétaire général, Martin Kobler.

Toujours à l'occasion des activités relatives à cette journée, les femmes de la MONUSCO-Kisangani, toutes sections confondues, mobilisées autour de la section Genre, ont pris part samedi 7 mars, à la marche commémorant la JIF 2015.

Présidée par le vice-gouverneur de province, la cérémonie a connu la participation de la ministre intérimaire du Genre, des membres de l'Assemblée provinciale, des autorités politico-administratives et de nombreuses femmes réparties en groupements associatifs.

Outre le message du Secrétaire général des Nations Unies pour l'édition de la JIF 2015, lu par la représentante du Chef de Division provinciale Genre, le Chef de Bureau de la MONUSCO, la représentante du Collectif des Femmes de la Province Orientale a également lu, à son tour, le mémorandum de ses consœurs adressé aux décideurs politiques, afin que ces derniers les appuie pour que le quota de 30% des femmes aux instances décisionnelles prôné par le gouvernement national soit effectif et non seulement un slogan.

Par ailleurs, la section Genre de Bunia a pris part à la réunion préparatoire des audiences foraines de la Cour Militaire de Kisangani à Mambasa, avec la section Appui à l'Administration pénitentiaire de la MONUSCO, l'ONG « Avocat Sans Frontières », le Projet « Uhaki Safi » et le PNUD.

L'objectif était de fixer la date de la tenue des audiences foraines à Mambasa et le chronogramme du monitoring par les membres du Comité d'Appui aux Audiences Foraines (CAAF) pour que « les femmes notamment ne soient condamnées pas pour des crimes dont elles ont été victimes ».

Les recommandations formulées à cette occasion sont notamment : inclure deux femmes parmi les 4 avocats qui seront désignés par le Barreau de Kisangani, car la plupart des victimes d'exactions des miliciens Simba Mayi-Mayi sont des femmes ; aux avocats de prendre connaissance des dossiers de 14 prévenus dont une femme condamnés au Tribunal Militaire de Garnison avant l'ouverture des audiences en appel ; et à tous les membres du CAAF de participer au monitoring suivant un chronogramme encore à déterminer.

Police MONUSCO :

Le 4 mars 2015 à 10 heures 30 minutes, dans l'enceinte de l'Office des routes, le Secteur Police MONUSCO de Bukavu a lancé, en collaboration avec l'ONG Groupe de Recherches et Innovations pour le développement et l'Environnement (GRIDE), le projet « amélioration de la sécurité routière sur l'axe Bwindi-Kavumu », distant de 25Km, par une séance de sensibilisation qui a vu la participation de différents acteurs impliqués dans la sécurité routière.

Ce projet est une initiative conjointe Police MONUSCO/Police Nationale Congolaise du Sud-Kivu/Commission Nationale de Prévention Routière/ONG locale « GRIDE », sur financement de la

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Porte-parole : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Col Félix Prosper Basse, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Porte-parole OCHA : edoumou@un.org - tél +243 97 000 3750 (Humanitaire);

Joseph Poto Poto, Chargé de programme Communication et Information: j.poto-poto@unesco.org Tél +243 99 99 22917 (Développement)



Organisation des Nations Unies

MONUSCO, et vise à améliorer la sécurité routière sur cet axe, protéger la population et réduire sensiblement les cas d'accident.

Juste après la sensibilisation, les premiers panneaux de signalisation routière ont été implantés au Kilomètre 12 de cette zone.

Du 23 février au 6 mars 2015, la Police MONUSCO a animé la troisième session de formation au profit de quarante-cinq (45) agents de la Police Nationale Congolaise (PNC) à Mambasa, dans le cadre du Projet à impact rapide (QIP) de formation de 245 PNC de Mambasa et Gety, en Province Orientale.

Le programme a porté sur des modules spécifiques en Gestes et Techniques Professionnels d'Intervention (GTPI), en Maintien et Rétablissement de l'Ordre Public (MROP), sur l'Ethique et la Déontologie Policière, sur les Droits de l'Homme, sur la Protection de l'Enfant et les Violences Sexuelles basées sur le Genre.

Toujours dans le cadre de la formation, le secteur Police MONUSCO de Bukavu a continué durant cette période, à faire le coaching des policiers ayant suivi la formation de police de proximité, au cours des différentes visites dans les unités de la PNC de Bukavu.

Le secteur de Bukavu appuie l'école de Police Jules Moke, dans toutes ses activités de planification relatives à la formation et au recyclage des cadres et agents de la PNC du Sud-Kivu dont un projet de formation de dix (10) formateurs, un projet de formation de deux cent vingt (220) policiers en Maintien et Rétablissement de l'Ordre Public et en Gestes et Techniques Professionnel d'Intervention (GTPI) de quatre semaines et le recyclage de soixante (60) cadres et agents de la Police de Circulation Routière sur deux mois.

Enfin, la Police MONUSCO continue d'assurer la protection du personnel et des installations des Nations Unies et d'apporter son soutien à la PNC, dans le cadre de la protection des civils, par le biais de ses Unités de Police Constituées (FPU) qui au cours de la semaine écoulée, ont effectué: 85 patrouilles de sécurité autour des installations des Nations Unies, 66 patrouilles conjointes avec la Police Nationale Congolaise, 04 patrouilles sur les axes stratégiques, 148 patrouilles simples dans leurs zones de compétence sans la PNC, 08 patrouilles autour des camps de déplacés, 21 déploiements préventifs autour du quartier général de la MONUSCO et 12 escortes des staff de la Mission et VIP.

Et aussi, dans le cadre du soutien logistique, le secteur Police MONUSCO de Bukavu a monté trois projets au profit de la PNC, dont deux relatifs à la construction des commissariats de Shabunda et Matili et un relatif à l'octroi de moyens roulants à la PNC.

Situation militaire

L'environnement sécuritaire dans les provinces situées **dans la partie occidentale de la République Démocratique du Congo**, y compris **Kinshasa**, a été jugé stable durant la semaine écoulée.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Porte-parole : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Col Félix Prosper Basse, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Porte-parole OCHA : edoumou@un.org - tél +243 97 000 3750 (Humanitaire);

Joseph Poto Poto, Chargé de programme Communication et Information: j.poto-poto@unesco.org Tél +243 99 99 22917 (Développement)



Organisation des Nations Unies

La situation sécuritaire en **Province Orientale**, est demeurée globalement calme pendant la période sous examen.

Cependant, plusieurs incidents liés aux pillages perpétrés par des rebelles supposés appartenir à l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) pour se ravitailler en denrées alimentaires, ont été rapportés dans les districts de Haut et de Bas-Uélé, particulièrement dans la région de Tadu.

En effet, les rebelles de la LRA constituent toujours une réelle menace pour les populations, notamment dans les territoires de Faradje, d'Ango et de Dungu, où plusieurs activités négatives ont été rapportées pendant la période sous examen, en l'occurrence des kidnappings, pillages et attaques.

Le 6 mars 2015, onze (11) éléments supposés appartenir à la LRA, ont fait incursion dans la localité de Ndorenze, située à 37 kilomètres de Dungu, pillé des denrées alimentaires et kidnappé quatre (04) individus avant de se retirer en direction du Nord-ouest de cette localité.

Cet incident a provoqué le déplacement de la majorité des habitants de cette région, vers les localités situées à 25 kilomètres de Duru.

Par ailleurs, dans la nuit du 3 au 4 mars 2015, des accrochages ont eu lieu entre deux groupes armés étrangers, la LRA et l'Armée de Libération du Peuple Soudanais (SPLA), dans la localité congolaise de Nabia (située à 35 kilomètres au Nord de Duru, dans le territoire de Dungu), constituant à cet effet, une autre source majeure de préoccupation sécuritaire dans cette province.

Les troupes de la Force de la MONUSCO et celles des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) engagées dans les opérations conjointes dénommées « **Rudia II** » (**Retour II**), « **Chuma Ngumi** » (**Poing d'acier**) et « **Bienvenue à la Paix** », continuent d'exercer une forte pression militaire sur les éléments résiduels de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), dans le but de mettre un terme à leurs exactions contre les populations civiles dans les districts de Haut et de Bas-Uélé.

Dans le **district d'Ituri**, les Forces onusienne et congolaise poursuivent avec vigueur leur lutte contre les atrocités commises par les éléments résiduels du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), sur les populations civiles vivant dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu.

En moyenne, dix (10) incidents majeurs (principalement les pillages, mais également les viols et meurtres) attribués aux insurgés du FRPI, sont rapportés chaque semaine depuis que ce groupe armé s'est redéployé de la région d'Aveba, suite à l'échec en janvier 2015 de la tentative d'intégration de ses éléments au sein des forces gouvernementales.

Des factions dissidentes du FRPI menacent régulièrement les notables et les chefs des localités, pour leur collaboration présumée avec les unités des FARDC.

Ces miliciens ciblent également au cours de leurs activités négatives, les membres de la communauté Hema et s'affichent ainsi comme les détracteurs des relations intercommunautaires, qui doivent être impérativement préservées dans ce district, afin d'y assurer une meilleure cohésion sociale.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Porte-parole : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Col Félix Prosper Basse, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Porte-parole OCHA : edoumou@un.org - tél +243 97 000 3750 (Humanitaire);

Joseph Poto Poto, Chargé de programme Communication et Information: j.poto-poto@unesco.org Tél +243 99 99 22917 (Développement)



Organisation des Nations Unies

Ainsi, dans la nuit du 5 mars 2015, des miliciens du FRPI ont attaqué le village Bunga (25 kilomètres au Nord d'Aveba) et pillé des biens de valeur appartenant aux populations locales.

Ils ont été poursuivis par les troupes des FARDC déployées dans la région et repoussés vers la jungle avoisinante.

Dans la nuit du 8 au 9 mars 2015, un groupe composé de vingt-deux (22) éléments du FRPI a attaqué le camp des déplacés de Lagabo (approximativement 4 kilomètres au Sud de Bogoro), violé deux (02) femmes, blessé douze (12) individus et pillé dix (10) maisons.

Les Forces onusienne et congolaise mènent sans relâche des patrouilles et opérations spéciales dans les régions affectées par ces atrocités, dans le but d'y mettre un terme et de permettre aux populations civiles de mener en toute dignité, une vie paisible.

Au Nord-Kivu, dans le territoire de Beni, l'environnement sécuritaire est marqué par la poursuite des opérations contre les rebelles résiduels de l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF), ainsi que par l'activisme des autres groupes armés.

Les troupes congolaises, soutenues par les Casques bleus, poursuivent dans le cadre de l'opération « **Umoja 3 bis** » (**Unité 3 bis**), la traque des éléments résiduels de l'ADF.

Ainsi, trois (03) factions de l'ADF sont toujours actives sur l'axe Mbau-Oicha-Erengeti et Mbau-Kamango, à la recherche de denrées alimentaires, dans les villages situés le long des routes principales.

Le 8 mars 2015, des combats initiés par les FARDC pour déloger des éléments résiduels de l'ADF de leurs positions sur l'axe Beni-Kasindi, situé dans la région d'Oicha, ont fait un (01) tué et un (01) blessé.

Dans les territoires de Lubero et de Walikale, l'activisme des éléments du groupe Mayi-Mayi Cheka Nduma Défense du Congo (NDC) et ceux de la faction dissidente Nduma Défense du Congo-Renouveau (NDC-R) aux ordres de Guidon (ancien commandant en second de Cheka), a été observé dans les sites miniers situés dans ces deux territoires.

Dans le territoire de Masisi, la résurgence d'activités négative des éléments du groupe Mayi-Mayi Nyatura dans les régions de Miandja et de Luke (située au Sud du territoire de Masisi), constitue une préoccupation sécuritaire majeure dans la région.

Une surveillance étroite du climat sécuritaire dans les deux territoires susmentionnés est assurée par les forces onusienne et congolaise, dans le but de contrer toute atrocité contre les populations civiles.

L'environnement sécuritaire dans la province du Nord-Kivu, a également été caractérisée par la poursuite de l'opération « **Sukola 2** », visant à neutraliser dans certaines régions de cette partie du pays, les rebelles des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR).

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Porte-parole : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Col Félix Prosper Basse, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Porte-parole OCHA : edoumou@un.org - tél +243 97 000 3750 (Humanitaire);

Joseph Poto Poto, Chargé de programme Communication et Information: j.poto-poto@unesco.org Tél +243 99 99 22917 (Développement)



Organisation des Nations Unies

Du 4 mars 2015 à ce jour, quarante-sept (47) éléments en provenance des groupes armés se sont rendus aux troupes des Forces onusiennes et congolaises déployées à Kiwanja, Rwindi, Kiberizi, Tongo et Masisi.

Il s'agit de : **trente-huit (38) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR)** [avec une (01) arme AK-47, un (01) lance-roquette, et une (01) mitrailleuse], **sept (07) du groupe Mayi-Mayi Nyatura**, **un (01) de l'Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain (APCLS)** et **un (01) des divers groupes Mayi-Mayi**.

Au Sud-Kivu, l'environnement sécuritaire demeure sous le contrôle des Forces onusiennes et congolaises et reste marqué par la poursuite des opérations contre les rebelles du Front National de Libération (FNL) et ceux d'autres groupes armés, encore actifs dans cette province.

En effet, dans le territoire d'Uvira, les Casques bleus et l'armée congolaise poursuivent dans le cadre de l'opération dénommée « **Kamilisha Usalama 2** » (**Renforcer la paix 2**), la traque des rebelles du Front National de Libération (FNL).

Ces activités militaires ont permis l'arrestation d'un (01) Lieutenant-colonel du FNL, en possession de neuf (09) armes AK-47, sur les collines de Kasenga (dans la région d'Uvira).

Les unités des FARDC ont également initié des opérations contre d'autres groupes armés actifs dans la province du Sud-Kivu.

A cet effet, le 9 mars 2015, une attaque a été lancée par les troupes gouvernementales contre les positions du groupe Mayi-Mayi "Bwasakala", situées dans la localité de Lulambwe, dans les hauts plateaux de Mboko (60 kilomètres au Nord-ouest de Baraka), dans le territoire de Fizi, et tué le chef rebelle : le "Général" auto-proclamé Bwasakala.

Au chapitre des redditions dans cette province, le 7 mars 2015, un (01) officier des FDLR s'est rendu à l'armée congolaise à Ngingu, (17 kilomètres au Sud-est de Kasika) avec cinq (05) éléments et cinq (05) membres de leurs familles, trois (03) armes AK-47 et un (01) lance-roquette.

Le climat sécuritaire **au Katanga**, a été caractérisé par des attaques lancées par des miliciens pygmées contre les villages des ressortissants Luba, situés dans les régions du Nord-est du territoire de Manono et de la partie méridionale du territoire de Nyunzu.

Trois (03) civils Luba ont été tués et trois (03) villages incendiés au cours de ces incidents.

Des déplacements de populations civiles ont également été observés.

Des combattants de la milice Luba dénommés "Eléments", ont lancé en représailles aux offensives du groupe Mayi-Mayi pygmée, des attaques contre les assaillants et tué six (06) miliciens de ce groupe armé.

Le 8 mars 2015, les miliciens pygmées ont fait incursion au village Kinsunkulu (respectivement 60 et 135 kilomètres au Sud de Yemba et à l'Ouest de Kalemie), tué douze (12) individus, dont le chef du village, et blessé plusieurs autres personnes.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Porte-parole : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Col Félix Prosper Basse, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukoki@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Porte-parole OCHA : edoumou@un.org - tél +243 97 000 3750 (Humanitaire);

Joseph Poto Poto, Chargé de programme Communication et Information: j.poto-poto@unesco.org Tél +243 99 99 22917 (Développement)



Organisation des Nations Unies

Les troupes onusiennes et congolaises déployées dans la province, sont déterminées à mettre un terme à l'activisme des groupes armés et assurer ainsi une protection efficace des populations civiles.

A cet effet, l'armée congolaise a lancé pendant la période sous examen, une offensive contre les positions du groupe Mayi-Mayi Bakata-Katanga situées dans la chaîne des montagnes de Kalenga, séparant les territoires de Manono et de Pweto, au Sud-est du territoire de Manono, et tué le chef rebelle dénommé Mujangi, avec trois (03) de ses éléments.

Par ailleurs, pendant la période sous examen, dans le cadre des activités civilo-militaires, les Casques bleus de la compagnie de génie du 8^{ème} bataillon Béninois de la Force de la MONUSCO ont terminé les travaux de la nouvelle prison centrale de Manono, financés à hauteur d'environ 74000 dollars américains (\$) par la Section des Projets à Impact Rapide de la MONUSCO, 12000 \$ par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) et 11000 \$ par le Gouvernement provincial du Katanga.

La réalisation de ce projet répond à un besoin majeur en termes de renforcement de l'autorité de l'Etat, ainsi que de l'Etat de droit dans cette partie du pays.

Aucun incident majeur n'a perturbé le climat sécuritaire dans **le Secteur 2**, pendant la période sous examen.

Enfin, la Force de la MONUSCO a mené **1709** patrouilles armées, dont **507** nocturnes, et fourni **85** escortes pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Porte-parole : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Lt-Col Félix Prosper Basse, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; +243 997 06 8873
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Porte-parole OCHA : edoumou@un.org- tél +243 97 000 3750 (Humanitaire);
Joseph Poto Poto, Chargé de programme Communication et Information: j.poto-poto@unesco.org. Tél +243 99 99 22917 (Développement)